

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux

pour la Ve République

Janvier-Février 2009 : n° 56

Editorial

Nos vœux pour la France



Que peut-on souhaiter, demain, pour la France ?

Sur le plan extérieur, d'abord, qu'elle poursuive son retour au premier rang dans le concert des nations.

M. Sarkozy a démontré clairement cette volonté lors de la présidence française de l'Union européenne, en rendant aux instances politiques de la Communauté la place qui leur revient, c'est-à-dire la première. La tentation technocratique permanente de la Commission de Bruxelles, avouée ou rampante, a ainsi été contenue. Nous souhaitons qu'elle le reste, aussi insistantes que soient, en ce moment, les plaintes des Européistes, si déçus que leurs manœuvres insidieuses aient, enfin, trouvé une limite. Car c'est seulement à cette condition que l'UE pourra maîtriser le défi d'un élargissement incontrôlé, condamné à une fuite en avant perpétuelle, voué aux débats permanents, à des compromis boiteux ou à la paralysie : que «l'Europe puisse parler d'une seule voix» dans certaines circonstances est, certes, un objectif louable, mais relègue, pour longtemps, du vœu pieux.

Faut-il le préciser ? C'est avec la même résolution que nous entendons continuer à défendre, dans le cadre de cette Union ou ailleurs, nos propres intérêts : la France est une assez grande nation, par son passé, sa présence au monde et les atouts dont elle dispose encore, pour concevoir et conduire une diplomatie originale, quitte à coordonner son action avec celle de ses alliés, au

Moyen-Orient – où le Président a pris des initiatives méritoires – mais aussi en Afrique, avec la Russie ou la Chine, face au terrorisme, en Afghanistan ou dans toute autre zone sensible. Nous n'accepterons jamais, en tout cas, que notre pays soit réduit à la condition de «bon élève» de la «classe atlantique», seulement apte à donner le sang de ses enfants au service d'une stratégie dont il ne serait pas partie prenante.

En ce qui concerne la politique intérieure de la nation, nos vœux seront simples : c'est que le président de la République et le gouvernement poursuivent les réformes entreprises, en dépit des difficultés accrues que provoquent la crise financière mondiale, la montée de la misère, les tumultes d'une jeunesse manipulée, l'opposition systématique d'un parti socialiste déchiré, le trouble qui s'installe dans une fraction de la majorité parlementaire.

Devant une situation aussi tendue, je demande à nos amis de maintenir, avec nos modestes moyens, le soutien, parfois critique, que nous apportons au pouvoir. Mais à une double condition : c'est que celui-ci mène les consultations nécessaires pour mettre en œuvre ses réformes aussi loin qu'il le peut ; c'est qu'une fois la décision prise, il ne recule plus, en prenant le risque, s'il le fait, de perdre une part de l'autorité qu'il a reçue du suffrage universel.

Notre seul maître dans une démocratie.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est tous les Français.* ”

Ce n'est pas la gauche, la France.

Ce n'est pas la droite, la France. ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

L'action met les ardeurs en œuvre. Mais c'est la parole qui les suscite.

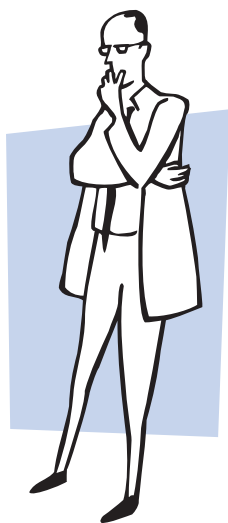
Général de Gaulle. Mémoires de guerre - L'appel (édition Plon, p. 260)

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Dans un article de «*Notre République*», l'hebdomadaire des gaullistes de gauche, François Mauriac a stigmatisé, avec sa vigueur habituelle, ceux qui, dans les partis ou dans la presse, prenaient l'habitude de rapprocher le personnage de Napoléon III et la personnalité du général de Gaulle. Cette mise au point salubre, dénonçant ce qu'il appelait lui-même une «contre-vérité», a toute sa place aujourd'hui.

«L'appel au peuple, le référendum, c'est le seul trait commun aux deux régimes – mais l'analyse montrerait qu'ils n'en ont pas fait le même usage et qu'ils ne s'en sont pas servis dans le même esprit. Sur tout le reste, je les vois séparés par plusieurs abîmes. Louis Bonaparte devait tout au nom qu'il portait et qui le portait. Rien ne lui appartenait en propre que deux tentatives de coup d'Etat qui avaient fait rire. Que fût-il resté de lui s'il ne s'était appelé Bonaparte ? Mais surtout il est étonnant d'oser confondre l'homme du 2 décembre, qui a étranglé la République, avec l'homme qui l'a sauvée deux fois – et la seconde fois appelé par le chef de l'Etat en personne, par la représentation nationale, par le gouvernement unanime.



La constitution de l'Empire assurait la fortune d'une dynastie. Les institutions que de Gaulle veut donner à la France assureront le pouvoir à des successeurs qu'il n'aura pas choisis et qui seront les élus du peuple.

Ce que fut l'Empire, même devenu libéral, apparaîtrait une tyrannie intolérable aux Français de l'ère gaullienne. Jamais, sous aucun régime, et pas même sous la Troisième République, le chef de l'Etat ne fut critiqué, moqué, caricaturé, insulté comme le nôtre l'est par des Français qui lui doivent la vie, au sens le plus physique [...]

Mais à quoi bon poursuivre ? Sur un seul point, je reconnais une possibilité d'analogie entre la Cinquième République et le second Empire. Un pouvoir fort, quel qu'il soit, et qui appelle la prospérité, court le risque de servir les «puissances d'argent». Qui est plus indifférent à l'argent que de Gaulle (alors que pour Louis Bonaparte écrasé de dettes, la réussite du coup d'Etat était une question de vie ou de mort) ? Quel chef d'Etat fut jamais dominé plus que n'est le nôtre par l'unique intérêt de la nation ?»

Notre République,
22 février 1963, n° 70

CHRONIQUE

Chronique

Une Europe-puissances, enfin !

L'Europe était sur le point de renoncer au monde, mais, une nouvelle fois, la géographie et la politique bousculent son devenir. Le conflit entre la Georgie et

la Russie qui a éclaté en septembre et la quasi absence de réaction américaine posent son seullement la question des relations avec une Russie bien décidée à regagner une influence régionale mais rappellent notre continent aux réalités et

les principales puissances qui le forment à leur rôle. Le mois suivant, la crise financière a confronté à nouveau les pays européens à l'urgence des décisions. A chacun de ces épisodes, l'Europe a semblé décidée à rejoindre le siècle, enfin !

Depuis 1989, nous n'avons, en effet, pris qu'une trop faible part aux révolutions géopolitiques dont l'Eurasie a été le champ. C'est avec retard que l'Union européenne a concédé l'association des pays d'Europe centrale et orientale à ceux d'Europe occidentale.

A l'inverse, après le démembrement de l'Union soviétique en 1991, les Etats-Unis ont su, quant à eux, profiter de l'avantage historique que tout vainqueur retire d'une victoire. Pour eux, l'OTAN gardait un sens et, plus vite qu'aucune autre organisation européenne, elle s'est élargie aux anciens «pays de l'Est» ainsi qu'aux Pays Baltes. Les organisations financières et commerciales occidentales, quant à elles, nécessitaient seulement d'être mondialisées. Les Etats-Unis ont, ainsi, poursuivi une politique de puissance mondiale et mené leur avantage jusqu'à implanter des avant-postes au cœur de l'Asie, en Afghanistan et en Irak.

Or, ils mesurent aujourd'hui combien il est difficile de garder pareils confins. A tel point que leur mobilisation dans la zone semble ne plus permettre de garantir à leurs alliés un soutien dissuasif et manifeste, si besoin. La solitude de la Georgie face à son puissant voisin révèle à tous que l'alliance américaine n'est pas un gage absolu de sécurité.

Presque 20 ans auront donc ainsi passé. L'Europe a laissé le monde se défaire et se refaire avec le secret espoir de s'en absenter définitivement. Elle avait préféré entamer en 1992 un long processus institutionnel qui l'a absorbée, dont elle ignorait tout de l'issue mais par lequel elle voulait se convaincre que le droit la protégerait mieux que tout autre défense des assauts du siècle.

L'Histoire reprend donc tout juste son cours. Enfin sortie d'une impossible révolution constitutionnelle depuis 2005, l'Europe est aujourd'hui confrontée aux réalités d'un monde où des Etats se sont éveillés et où les Etats-Unis ne suffisent plus à assurer la paix.

Pire, la capitale de l'ordre politique et financier mondial est l'épicentre des plus récents désordres.

L'affirmation de la Chine ou de la Russie illustre l'irréductible réalité des grandes nations et le rôle qu'elles sont amenées à jouer dans le nouvel ordre du monde. Que cela flatte ou non les opinions, gardons-nous de redevenir des spectateurs et de nous en tenir à applaudir l'un ou à moquer l'autre, car le monde qui s'ouvre n'est pas un monde de pour et de contre mais un monde d'équilibres.

Dans ce contexte d'indépendance obligée, la France a assez naturellement repris goût à l'action. Bien sûr, son activisme détonne après un si long assoupissement mais elle a trouvé quel-

ques voisins bien prédisposés. La riposte à la crise financière, tout particulièrement, met en évidence ce regain d'influences nationales au sein de l'Union française mais aussi allemande, britannique... qui contrastent avec l'inertie de ses institutions. Elle vient à point confirmer qu'il n'y a pas besoin de construction juridique abstraite pour affirmer une volonté politique commune. Enfin, l'unité européenne n'est plus nécessairement synonyme d'unicité. Les efforts convergents des puissances européennes le démontrent. Les institutions européennes, quant à elles, sont opportuné-

ment devenues les suivantes des Etats, à l'image du président de la Commission emboîtant le pas à celui du chef d'Etat, présidant le Conseil européen.

Les événements de cet automne 2008 auront ainsi permis de mesurer combien l'Europe des puissances avait manqué à l'équilibre mondial. Dans le monde moins unipolaire qui s'organise, l'Europe ne doit pas se soustraire mais se démultiplier. Dans les prochaines négociations mondiales où l'Europe devra certainement faire valoir son union, c'est une Europe-puissances qui doit y prévaloir sur une Europe-puissance, bien introuvable.

Jérôme BALOGÉ



HUMEURS D'HIER

et d'avant-hier

L La violence de certaines controverses entretenues aujourd'hui dans le monde politique et médiatique nous conduit à ouvrir une nouvelle rubrique dans notre «Lettre».

Sous le nom d'Humeurs d'hier et d'avant-hier», nous évoquerons, sans esprit de polémique, des écrits qui ont, dans le passé, mis en cause l'action et l'œuvre du général de Gaulle, de ses compagnons, de ses disciples : il appartiendra à nos lecteurs de tirer eux-mêmes les conséquences qu'ils souhaiteront de ces rappels.

Notre premier texte sera extrait du célèbre ouvrage de François Mitterrand, *Le coup d'Etat permanent* (Paris, Plon, 1964). Il concerne, (p. 140) le Conseil constitutionnel qui venait de prendre sa place – laquelle n'allait cesser de grandir – dans les institutions de la Ve République. A un moment où les décisions de cette Haute Juridiction sont accueillies avec une telle faveur par l'opinion publique, il n'est pas sans saveur de rappeler le jugement que portait sur elle un François Mitterrand qui devait, d'ailleurs, parfaitement l'accepter après 1981, et même

nommer à sa tête un de ses principaux féaux, Roland Dumas.

«Non, de Gaulle n'est pas seul, objecteront les dévôts car la Ve République a ses Grands Juges, l'un le Conseil constitutionnel qui protège l'Etat contre lui-même, l'autre le Conseil d'Etat qui protège les citoyens contre l'Etat. Peut-on, dès lors, parler de toute puissance ? Pour réfuter l'argument je ne m'attarderai guère sur le cas du premier de ces Grands Juges puisque le Conseil constitutionnel a réussi la gageure d'ajouter au discrédit des institutions dont leurs promoteurs assuraient qu'il serait le fleuron. Cour suprême de Musée Grévin, chapeau dérisoire d'une dérisoire démocratie, il n'est aujourd'hui défendu par personne. Créé pour



répondre à la nécessité de faire respecter par le législateur les limites de sa sphère d'attributions et de fixer un terme à la confusion des compétences du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire, il n'a jamais eu d'autre utilité que de servir de garçon de courses au général de Gaulle chaque fois que ce dernier a cru bon de l'employer à cet usage. «Il me semble que son rôle est de faire souffrir le droit pour servir le pouvoir», écrivait M. Marcilhacy dans *le Figaro* du 22 février 1960...»

DIALOGUES

Dialogues

1 *Quelles réflexions faites-vous sur le bilan démographique de la France qui vient d'être publié ?*

La Lettre d'Argos : Nous ne dissimulerons pas notre satisfaction, puisque le chiffre total de la population du pays dépasse désormais les 64 millions d'habitants, ce qui ne peut qu'accroître son poids dans les

affaires du monde. Nous prenons acte, en même temps, des nouveaux équilibres qui s'établissent sur le territoire et qui devront être accompagnés et, éventuellement, rectifiés par une politique volontariste d'aménagement : il y va de l'avenir de la nation.

Nous ne ferons que deux remarques.

La première, c'est que les politiques familiales menées avec constance par les pouvoirs publics depuis la fin de la III^e République peuvent ici se prévaloir d'un incontestable succès : ce qui prouve bien que l'on peut faire bouger les choses en France si l'on choisit la voie de la continuité dans l'effort pour y parvenir.

La seconde, c'est que les jeunes ménages et, plus généralement, toutes celles et tous ceux qui ont aujourd'hui le désir d'avoir des enfants et mettent en œuvre cette volonté, font preuve d'un courage qui doit être salué et d'une confiance dans l'avenir qui doit être reconnue. N'est-ce pas admirable, en ces temps de crises internationales et de conflits nationaux, alors que les médias donnent si souvent une image chagrine de cet avenir ?

2 *Avez-vous une opinion sur le texte instaurant, au moins partiellement, le travail le dimanche ?*

La Lettre d'Argos : Oui. Nous pensons que ce texte n'était pas indispensable dans la situation actuelle et que les reports qui ont affecté la proposition de loi n'ont rien eu de dramatique, même s'il n'est jamais bon – comme nous l'avons indiqué par ailleurs – que le pouvoir recule.

Sur le fond, nous devons rappeler que le repos du dimanche a été, au début du siècle dernier, une importante conquête sociale, défendue à la "Chambre des Députés" par les voix également éloquentes de Jean Jaurès et d'Albert de Mun. La conjoncture, certes, s'est profondément modifiée, mais il reste vrai qu'une société a toujours besoin de rythme pour maintenir la qualité des liens qui la constituent. C'est pourquoi la signification humaine et, pour beaucoup, spirituelle de cette pause dans le travail quotidien demeure, pour nous, pleine de sens.

Rien ne nous le fera oublier.

3 *Que pensez-vous de la rentrée politique de François Bayrou ?*

La Lettre d'Argos : Elle nous a fait une étrange impression.

D'une part, en effet, M. Bayrou a eu raison de rappeler quelques impasses dans lesquelles le pouvoir semble actuellement s'enfoncer, ne serait-ce que pour avoir prodigué des promesses électorales imprudentes. Le président du MODEM est ici dans son rôle d'opposant, qui dispose de la liberté souveraine de la critique. Peut-être, toutefois aurait-il pu se livrer à un effort de mémoire en reconnaissant la part qu'il avait prise, dans les gouvernements dont il

avait été membre, aux mesures qu'il dénonce aujourd'hui. Son propos aurait été, de ce fait, plus vrai et plus honnête.

Mais ce que nous lui reprocherons surtout, c'est le tropisme européiste qui continue à l'agiter, qu'il s'agisse de la préparation des élections européennes ou de sa quête insistante d'une «voix européenne» pour résoudre les problèmes de l'heure.

L'Europe ! L'Europe ! L'Europe ! On pourrait se contenter d'ironiser sur cette psalmodie, en évoquant le «poumon» de la comédie de Molière, censé répondre à toutes les questions qui se posaient. Mais là où nous ne sourions plus, c'est quand nous voyons François Bayrou réclamer «un siège unique européen» dans les instances internationales, notamment au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce qui consiste, en clair, à demander à la France de renoncer au siège permanent qu'elle y détient depuis la fin de la guerre – qui reste un des gages les plus sûrs de son indépendance et de son influence... Certains parleront ici de «trahison» des intérêts fondamentaux du pays. Nous préférons constater la contradiction d'une telle proposition avec les appels que M. Bayrou lance, périodiquement, aux électeurs gaullistes pour qu'ils le rejoignent, alors que les disciples du général de Gaulle devraient être les plus scandalisés de tous par un renoncement aussi grave !

Nous sommes, en tout cas, prévenus de ce qui arriverait au pays si, malheureusement, M. Bayrou parvenait au pouvoir.



4 *Approuvez-vous la suppression du concours de sortie de l'ENA ?*

La Lettre d'Argos : Le système actuel, gros de frustrations et, parfois, d'injustices, n'est pas bon. C'est ce que plusieurs de nos amis ont dit et écrit depuis longtemps, sans avoir jamais été entendus. Le président de la République vient de trancher le nœud gardien de la façon la plus radicale, en décidant de supprimer cette épreuve. A-t-il eu raison ?

Il est trop tôt pour le savoir, du fait des incertitudes, voire des confusions qui demeureraient pour la mise en œuvre d'une réforme qui ne nous enthousiasme pas. Mais nous pouvons, dès maintenant, avouer notre surprise lorsque nous prenons connaissance des explications embarrassées que donne, pour la valoriser, le directeur de l'Ecole dans la Revue de ses anciens élèves. Il évoque, à ce sujet, «les trois grands enjeux de la fonction publique aujourd'hui : l'Europe, les territoires, la gestion et le management public». On croit rêver, même si l'on fait la part, dans ce propos, du jargon à la mode : dans ce programme, où est l'Etat ? Où est la nation ? Où est la France ? N'est-elle plus, aux yeux de M. Boucault, qu'un «territoire parmi d'autres» ? Que nous sommes loin du grand projet national et républicain de la Libération, celui du général de Gaulle et de Michel Debré !

5 *Etes-vous d'accord avec les conclusions que M. Giscard d'Estaing a tirées, dans une interview du 13 janvier, de la crise financière et économique mondiale ?*

La Lettre d'Argos : Nous retrouvons, sans surprise, dans ce texte, les qualités d'analyse de l'ancien président de la République. Revendiquant, aux côtés du chancelier Helmut Schmidt, la paternité de l'euro, il en exalte, dans le détail, tous les avantages, jusque dans la crise actuelle. Il formule aussi des regrets sur la mésentente du «couple franco-allemand», même s'il n'en explore pas les raisons profondes. Tout en continuant à refuser toute complaisance envers une «culture du déficit», il apprécie avec mesure la politique économique et financière que conduit aujourd'hui le gouvernement.

Mais ce que nous n'accepterons pas plus de Valéry Giscard d'Estaing que de François Bayrou, c'est la conclusion européiste qu'il donne à ses réflexions. Il souhaite, en effet,

que les nouvelles générations fassent franchir un nouveau pas à l'intégration européenne, en dépit du «Non» apporté par une majorité des Français à son traité constitutionnel, dont il persiste à déplorer «les effets négatifs». VGE, qui ne s'interroge toujours pas sur les motifs de ce refus et de son propre échec, semble oublier qu'en démocratie, c'est le peuple, et non les experts, qui doit avoir le dernier mot. Aussi bien nous semble-t-il intolérable que certains cherchent encore à nier la signification du coup d'arrêt qui fut alors apporté à la dérive fédéraliste qui eût été mortelle pour la France ■

Communiqué

Le bureau de la Convention des gaullistes sociaux pour la Ve République a tenu sa première réunion à Paris le 14 janvier 2009.

Il a élu MM. Jean Charbonnel président, Paul Benyamine vice-président trésorier, Jérôme Baloge secrétaire général, MMes Diane le Béguet et Frédérique Coffinières-Duvallès, MM. Laurent Pelvey et Julien Serey, administrateurs.

Un large tour d'horizon a porté sur la situation nationale et internationale. Il a permis au bureau de préciser la vocation de la Convention à devenir le pôle de rassemblement des gaullistes attachés à la fois aux principes permanents du gaullisme et au progrès social, et de confirmer sa politique de soutien, sans inféodation, à l'actuelle majorité.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Janvier-Février 2009, n° 6766